[Prenom][NOM]
[Adresse1]
[Code Postal] [VILLE]
Tél. : 01.23.45.67.89

[Nom Destinataire]
[Adresse Destinataire]
[Code Postal] [VILLE]
Paris, le 05/11/2026

Objet : Demande de versement de l'indemnité de fin de contrat (prime de précarité)

Madame, Monsieur,

J'ai été employé(e) au sein de votre entreprise [nom de l'entreprise] dans le cadre d'un contrat à durée déterminée conclu le [date de signature], pour occuper le poste de [intitulé du poste]. Ce contrat est arrivé à son terme le [date de fin du contrat], sans renouvellement ni transformation en contrat à durée indéterminée.

À l'issue de cette collaboration, j'ai bien reçu mon dernier salaire ainsi que mon solde de tout compte. Toutefois, après vérification attentive de ces documents, je constate que l'indemnité de fin de contrat, dite prime de précarité, n'y figure pas et ne m'a pas été versée.

Or, sauf cas d'exclusion expressément prévus, cette indemnité est due à l'issue d'un CDD. Elle correspond en principe à 10 % de la rémunération brute totale perçue pendant le contrat, ce taux pouvant être ramené à 6 % lorsqu'une convention ou un accord de branche ou d'entreprise le prévoit en contrepartie d'un accès à la formation professionnelle. Ma situation ne relève d'aucun de ces cas d'exclusion : je n'ai refusé aucune proposition de CDI pour le même emploi ou un emploi équivalent, je ne suis pas à l'origine d'une rupture anticipée et aucune faute grave ne m'a été reprochée.

Sur la base de la rémunération brute totale que j'ai perçue durant ce contrat, soit [montant brut total perçu] euros, la somme qui me revient s'élève à environ [montant de l'indemnité réclamée] euros. Je me tiens naturellement à votre disposition pour ajuster ce calcul si vos propres éléments venaient à différer des miens.

Par la présente, je vous demande donc de bien vouloir procéder à la régularisation de cette indemnité de fin de contrat et de m'adresser un bulletin de paie rectificatif correspondant. Je vous saurais gré de donner suite à ma demande dans un délai de [nombre de jours] jours à compter de la réception du présent courrier.

À défaut de versement ou de réponse de votre part dans ce délai, je me verrais contraint(e) de saisir le conseil de prud'hommes afin de faire valoir mes droits. J'ose toutefois espérer qu'un règlement amiable pourra intervenir rapidement et vous prie de trouver, le cas échéant, copie de mon contrat et de mes bulletins de paie à l'appui de ma demande.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

[Prenom][NOM]

Signature